

Dégradations du statut et de la santé au travail, un corollaire du néolibéralisme

Dans les établissements, le/la chef-fe de service qui assoit son autorité en divisant les personnels, et en empêchant ainsi toute organisation collective et donc toute expression de revendications sur les conditions de travail et d'études, ne sont pas des chef-fes « qui dysfonctionnent » ou « en marge ». Elles et ils appliquent plus ou moins violemment une logique managériale émanant du néolibéralisme. Cette idéologie n'a aucun intérêt à voir des personnels s'exprimer et prendre position dans les CA ou les CSA.

Les personnels des établissements ont certes tendance à oublier le caractère limité du pouvoir des chef-es d'établissement qui ne peuvent et ne doivent avoir aucune influence sur l'implantation des postes et les mutations, une influence limitée sur les RDV Carrière et les rémunérations (même si une brèche énorme a pu être créée par le Pacte, ce que le SNES FSU a su dénoncer), mais nos droits sont pour autant bien malmenés et notre quotidien professionnel nous fait bien souvent souffrir et accepter la destruction de notre statut.

Nos mandats doivent rendre compte de la dimension parfois psychologique de cette sape continue de nos droits par les supérieur-es hiérarchiques, et rendre davantage visible la logique politique à l'œuvre.

Lorsqu'il s'agit de donner plus de pouvoir aux supérieur-es hiérarchiques locales-aux, il s'agit de déréglementer ce qui protège encore les personnels. Sous couvert de plus de liberté localement, le but est surtout d'imposer des décisions émanant directement du pouvoir exécutif. Ainsi, néolibéralisme et autoritarisme vont de paire. Une véritable liberté serait de laisser les enseignant-es décider individuellement et collectivement de la façon dont elles et ils veulent transmettre les savoirs. Il n'existe pas de recettes pédagogiques, or c'est bien ce que les chef-fes locales-ux tentent d'imposer, persuadé-es qu'iels seraient à même de maîtriser toutes les dimensions pédagogiques, didactiques et épistémologiques des disciplines enseignées, quand iels sont en fait responsables de la dégradation du service public. Laisser accroire qu'un-e chef-fe seul-e sait mieux qu'une équipe composée de spécialistes dans leur matière et formé-es à l'enseignement de celle-ci, c'est dénigrer la qualification des enseignant-es et leur faire accepter la baisse continue de leur rémunération. L'éducation nationale est une institution qui doit reposer sur du législatif, des savoirs universitaires et non sur une idéologie imposée par le pouvoir exécutif. Lorsque Macron décide de s'arroger des prérogatives sur l'éducation et lorsque le premier Ministre fait de même, on voit bien que c'est la logique à l'œuvre : concentrer les pouvoirs et gouverner par décrets et ne laisser aucun champ pour le vote des lois et le dialogue social.

Par ailleurs, une politique réelle d'autonomie des établissements, et pourrait-on dire de souveraineté, serait que personnels et usager-es décident collectivement des conditions d'une véritable démocratie, avec des instances décisionnelles et non simplement consultatives, où les principales-aux concerné-es pourraient décider du fond et de la forme du débat.

Le but de l'idéologie libérale incarnée par Macron est de changer les usages, de fragiliser les individus et les collectifs pour imposer notamment des coupes budgétaires. Faire des économies sur le dos des enseignant-es et des élèves c'est d'abord faire accepter l'idée qu'il faudrait travailler toujours plus : la logique de suppression de postes alourdit le nombre d'élèves par classe et donc le travail de suivi et de correction. Les enseignant-es ne recherchent plus les moyens d'affiner leurs savoirs sur tous les aspects de leur métier pour améliorer la qualité de leur enseignement, elles et ils recherchent davantage le moyen de rationaliser leur travail pour parvenir à gérer l'augmentation des

tâches, les deux heures supplémentaires imposées et le nombre d'élèves croissant au fur et à mesure des cohortes.

Rationaliser, tayloriser le travail, c'est la logique qui aura été à l'œuvre dans chaque service public qui a été privatisé ensuite. Imposer des stratégies empruntées au privé est le meilleur moyen de rogner encore des morceaux de biens communs et de favoriser la caste qui détient déjà presque tout et qui a décidé de ne rien partager. Ces dimensions politiques devraient être au cœur de ce thème B et notamment des questions de statut et de santé au travail.

--

Lucie Lefèvre